

François Berléand dit que les Gilets Jaunes « font chier ». Il a certainement raison.

Même s'il est politiquement incorrect de ne pas soutenir les Gilets Jaunes, ils nous font passer à côté des sujets fondamentaux

Avec Denis Jacquet

Il serait indécent de ne pas trouver de légitimité aux Gilets Jaunes. C'est politiquement incorrect. Il faut être « mainstream », dans le courant lénifiant de la pensée unique, qui doit penser comme penche la balance du nombre et non là où penche la logique. Le rationnel et la lumière n'ont pas de place au royaume de la pensée unique, qui tient lieu d'écrin au pseudo débat démocratique. Il faut les trouver légitimes, attendrissants, leur trouver des excuses, même quand ils cassent tout sur leur passage. Eh bien non. Pas d'accord. Et pas peur de le dire non plus.

Il faut plaindre leurs yeux, atteints par les flash-ball de ces méchants policiers, qui osent défendre le plus grand nombre de casseurs patentés et de pauvres Gilets Jaunes désespérés, entraînés bien malgré eux, par désespoir, dans une spirale dont ils seraient plus victimes, qu'acteurs. Il faut les plaindre à tout moment, quand ils sont blessés, agressés par une police débordée, qui fait ce qu'elle peut et qui finalement, cause bien peu de dégâts, comparé au challenge qui est le sien après plus de 2 mois de samedis en feu.

Un week-end de plus, dont les conséquences sont inversement proportionnelles à la participation. La place est laissée aux ultras, aux revendications incohérentes, dénuées de sens, réclamant la démission d'un Président qui n'est responsable que de 1% de leurs assourdissantes revendications. Nos amis entrepreneurs, ceux présents sur les Champs, et dans tous les centres villes en feu, notamment, on perdu plus de 30% de leur chiffre d'affaire en décembre. Sans aucune chance de les rattraper. Des emplois en moins, de la croissance en moins, de l'espoir en moins, une image détestable de la France à l'étranger, une couleur jaune horripilante dont nous devons nous débarrasser. Il faut interdire ces gens de nos rues, interdire leur manifestation, elles ont assez duré et n'ont plus aucun sens.

Comme Berléand, oui je pense que les GJ « nous font chier ». La misère excuserait beaucoup. Mais ils ne sont pas miséreux, sauf les ruraux, abandonnés lâchement par la grande distribution qui a causé leur perte et les politiques qui n'ont su leur donner ce que l'on donne aux fonctionnaires, aux salariés. Les autres n'ont aucune raison de se plaindre. La France est riche et partage largement cette richesse. 10% de la population paie 70% des impôts sur le revenu. Les allocations, aides, subventions, réduction d'impôt, niches fiscales, aides scolaires, pleuvent sur le citoyen français. La santé est gratuite, l'éducation aussi. Des prix bas à tous les étages. Internet et Amazon, qui se substituent à la grande distribution, dans la tuerie organisée des prix. Et des emplois qui vont avec.

En dépensant mieux, en cessant de consacrer un budget certes serré, pour nombre de français, à des dépenses insensées, les GJ qui crient leur misère, retrouveraient certainement plus de pouvoir d'achat, sans tuer notre image, notre économie et les milliers de commerçants et artisans qu'ils ruinent avec certitude depuis 2 mois. Combien de GJ à crier leur détresse quand ils continuent à payer

10eur chaque jour, un paquet de cigarette, à ne pas partager leur voiture pour aller au bureau, à acheter des Nike à 120euros à leurs enfants, et consacrer plus de 50eur par mois en moyenne à la téléphonie et aux abonnements TV.

Pendant ce temps, pendant que l'on se noie dans les détails, on passe à côté des grands sujets. Ceux qui comptent vraiment :

- La montée en puissance de la Chine et notre incapacité à y résister
- La descente aux enfers de l'Europe, notre dernière chance de nous en sortir (à condition de la changer bien entendu, pour faire de cette nasse technocratique obsédée par la norme et la régulation, un paradis de la réflexion et de la vision au service du peuple).
- La montée des populismes, qui ne refoulera que par la force d'une vision revenue au pouvoir.
- L'impérieuse nécessité de savoir comment faire de la data un territoire de conquête économique et nous doter de champions capables de nous offrir le rebond dont nous avons tellement besoin.
- L'urgence de régler nos tensions sociales et religieuses, qui étouffent nos nations et les offrent en pâture aux populistes de toute nature
- L'urgence de réformer l'Etat, dans son fonctionnement, dans sa mission, dans ses structures
- L'urgence de réformer l'éducation et la formation professionnelle afin qu'elle puisse s'adapter à un monde de l'emploi qui va connaître un bouleversement colossal dans les prochaines années.
- L'urgence de faire de la responsabilité sociétale le terreau d'un nouveau capitalisme avant que celui-ci ne nous explose à la figure.
- Et tant d'autres urgences encore.

Donc oui cela « fait chier », de passer à côté des fondamentaux, pour se concentrer sur l'accessoire, aussi douloureux et arrogant que le terme d'accessoire puisse résonner aux oreilles de ceux qui se sentent les perdants de la mondialisation et de la lâcheté politique de ces 30 dernières années peu « glorieuses ». A force de regarder les détails de trop près on lâche le principal pour le laisser trop loin. Reprenons du recul, on ne construit pas de monuments pour l'éternité avec des barricades calcinées.